

# SANTÉ

## ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

### Personnel

#### CNG

Centre national de gestion

Département de gestion des directeurs

Bureau de gestion des directeurs d'hôpital  
et des directeurs des soins

### **Instruction n° CNG/DGD/UDH/DS/2019/157 du 5 juillet 2019 relative à la mise en œuvre des tableaux d'avancement au grade de la classe exceptionnelle et à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle, du corps des directeurs d'hôpital au titre de l'année 2020**

NOR : SSAN1919828J

*Date d'application* : immédiate.

Validée par le CNP le 5 juillet 2019. – Visa CNP 2019-54.

#### *Résumé* :

Tableaux d'avancement du corps des directeurs d'hôpital :

- grade de la classe exceptionnelle ;
- échelon spécial du grade de la classe exceptionnelle.

*Mots clés* : grade à accès fonctionnel (GRAF) – classe exceptionnelle – échelon spécial – commission administrative paritaire nationale.

#### *Références* :

Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Décret n° 2005-926 du 2 août 2005 modifié relatif au classement indiciaire applicable aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Arrêté du 2 août 2005 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Arrêté du 30 décembre 2014 modifié fixant les pourcentages mentionnés aux articles 21 *ter* et 23 du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Arrêté du 31 mars 2015 portant application de l'article 21 *bis* du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

#### *Annexes* :

Annexe 1. – Fiche de parcours professionnel pour l'accès au grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle.

Annexe 2. – Fiche de proposition par l'évaluateur pour l'accès au grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle.

- Annexe 3. – Fiche de proposition par l'évaluateur pour l'accès à l'échelon spécial du grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle.
- Annexe 4. – Grille indiciaire du corps des directeurs d'hôpital (classe normale, hors classe, classe exceptionnelle).
- Annexe 5. – Notice explicative relative à la fiche de parcours professionnel et liste des documents à fournir.

*La directrice générale du Centre national de gestion à Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé (pour information et mise en œuvre).*

## 1. Cadre général

En application du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (...), il convient d'établir les tableaux d'avancement ci-après au titre de l'année 2020 :

- accès au grade de la classe exceptionnelle ;
- accès à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle.

## 2. Conditions d'accès au grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle

### 2.1. Au titre des viviers 1 et 2

L'accès au grade de la classe exceptionnelle est conditionné par l'occupation d'emplois ou à l'exercice préalable de fonctions supérieures de direction d'un niveau particulièrement élevé de responsabilité, ou d'encadrement de certaines directions fonctionnelles ou sectorielles correspondant à un même niveau élevé de responsabilité. Les emplois ainsi définis dans l'article 21 *bis* du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié, précité constituent le 1<sup>er</sup> vivier.

Pour ce qui concerne le 2<sup>e</sup> vivier, l'arrêté du 31 mars 2015 précité fixe la liste des catégories de fonctions ouvrant droit à l'accès au grade de la classe exceptionnelle.

Les emplois et fonctions éligibles ne sont comptabilisés que lorsque l'agent détient la qualité de directeur d'hôpital hors classe.

### Les conditions à remplir

En application de l'article 21 *bis* du statut particulier des directeurs d'hôpital, l'avancement au grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle est subordonné, pour les viviers 1 et 2 :

- d'une part, à une condition d'ancienneté (avoir atteint au moins le 5<sup>e</sup> échelon du grade de directeur d'hôpital hors classe), cette condition pouvant être remplie jusqu'au 31 décembre de l'année N, soit le 31 décembre 2020 au titre du tableau d'avancement 2020 ;
- et, d'autre part :
- soit, au titre du 1<sup>er</sup> vivier, à l'occupation préalable pendant 6 ans à la date d'établissement du tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2019, de services en position de détachement dans un ou plusieurs emplois supérieurs ou de direction à forte responsabilité :
    - 1° Emplois de directeur général de centre hospitalier régional universitaire ou centre hospitalier régional ;
    - 2° Emplois de directeur d'agence régionale de l'hospitalisation ou de directeur général d'agence régionale de santé ;
    - 3° Emplois de directeur, pourvus dans le cadre d'un détachement sur contrat de droit public (article 9-2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée) si l'emploi concerné est ou a été classé parmi les emplois fonctionnels mentionnés ci-dessous ;
    - 4° Emplois fonctionnels dotés d'un indice terminal correspondant au moins à la HEB et relevant des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, des administrations et des établissements publics administratifs de l'État et des collectivités territoriales ainsi que des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'État et du secrétaire général de la Cour des Comptes ;
    - 5° Emplois supérieurs au sein du secteur public de niveau comparable dont la liste est fixée par l'arrêté mentionné au 2° du I de l'article 11 *bis* du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié, portant statut particulier du corps des administrateurs civils, à l'exclusion des emplois

exercés dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 modifiée, précitée (article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 7 mai 2013 portant application de l'article 11 *bis* du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils).

Les services accomplis dans un échelon fonctionnel ou une classe fonctionnelle, doté(e) d'un indice au moins égal à la HEB, sont pris en compte pour le calcul des 6 années mentionnées ci-dessus. De même, les services accomplis auprès des organisations internationales interGouvernementales ou des administrations des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen sur des emplois de niveau équivalent sont également, sous réserve de l'agrément préalable du ministre chargé de la fonction publique, pris en compte pour le calcul des 6 années requises ;

- soit, au titre du 2<sup>e</sup> vivier, à l'occupation préalable pendant 8 ans à la date d'établissement du tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2019, de fonctions supérieures d'un niveau particulièrement élevé de responsabilité. Ces fonctions doivent avoir été exercées en position d'activité ou de détachement dans le grade de la hors-classe, dans un grade d'avancement d'un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable à celui des fonctionnaires du corps des personnels de direction soumis aux dispositions du décret du 2 août 2005 ou dans un emploi de même niveau au sein des personnes morales de droit public.

Les catégories de fonctions et fonctions concernées sont fixées par les arrêtés mentionnés au II de l'article 11 *bis* du décret du 16 novembre 1999 précité (article 2 de l'arrêté du 7 mai 2013 précité) et par arrêté conjoint des ministres chargés de la fonction publique et de la santé (*cf. infra*). Sont également pris en compte au titre des fonctions concernées, celles permettant l'accès au grade à accès fonctionnel d'un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable à celui des personnels de direction.

Les services accomplis dans les emplois mentionnés dans le 1<sup>er</sup> vivier sont pris en compte pour le calcul des 8 années requises au titre du 2<sup>e</sup> vivier.

L'arrêté du 31 mars 2015 portant application du II de l'article 21 *bis* du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié, complète la liste des emplois et fonctions éligibles au GRAF au titre du 2<sup>e</sup> vivier.

### 2.2. Au titre du vivier 3

Une nouvelle voie d'accès au grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle a été introduite par le décret n° 2018-330 du 3 mai 2018, au titre du 3<sup>e</sup> vivier.

#### Les conditions à remplir

Dans la limite de 20 % du nombre de promotions annuelles, les fonctionnaires du corps des directeurs d'hôpital appartenant au grade de la hors classe et ayant atteint le dernier échelon de leur grade (8<sup>e</sup> échelon) et lorsqu'ils ont fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle, peuvent accéder à la classe exceptionnelle. Les fonctionnaires doivent également avoir fait l'objet d'un changement d'établissement, au sens de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, prévu pour l'accès à la hors classe.

La « valeur professionnelle exceptionnelle » des directeurs d'hôpital susceptibles d'être promus sera examinée, au cas par cas, afin d'apprécier le caractère remarquable et spécifique des parcours professionnels.

Ainsi, il sera tenu compte :

- des évaluations professionnelles et des résultats obtenus par le directeur d'hôpital concerné ;
- du contexte dans lequel les fonctions ont été exercées afin d'évaluer le caractère stratégique, et le niveau de responsabilité du ou des postes occupés ;
- de la complexité des fonctions managériales, des compétences en termes d'expertise et/ou de négociation mises en œuvre à haut niveau.

### 2.3. La détermination du nombre de promotions au grade de la classe exceptionnelle

L'arrêté du 30 décembre 2014 modifié fixant les pourcentages mentionnés aux articles 21 *ter* et 23 du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié, portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière précise, dans son article 1<sup>er</sup>, le pourcentage de directeurs d'hôpital de la hors classe pouvant accéder au grade de la classe exceptionnelle.

Ainsi, le nombre de directeurs d'hôpital hors classe, pouvant être promus au grade de la classe exceptionnelle chaque année, est contingenté dans la limite d'un pourcentage appliqué à l'effectif

des fonctionnaires du corps des directeurs d'hôpital, considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions, soit le 31 décembre 2019 au titre du tableau d'avancement 2020. Ce pourcentage est fixé comme suit :

- 9 % pour 2016 (pour mémoire);
- 12 % pour 2017 (pour mémoire);
- 15 % pour 2018 (pour mémoire);
- 18 % pour 2019 (pour mémoire),

pour atteindre 20 % en 2020.

Le nombre des promotions possibles est basé sur les effectifs du corps au 31 décembre 2019. Il sera donc communiqué à la fin du mois de janvier 2020.

### **3. Conditions d'accès à l'échelon spécial du grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle**

Le II de l'article 23 du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié, précité, a créé au sommet du grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle, un échelon spécial contingenté, doté de la HED et accessible après inscription au tableau d'avancement.

#### *3.1. Les conditions à remplir*

« Peuvent accéder au choix à l'échelon spécial du grade de classe exceptionnelle, dans la limite d'un pourcentage des effectifs de ce grade fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de la fonction publique, du budget et de la santé, les fonctionnaires du corps des personnels de direction soumis aux dispositions du présent décret titulaires du grade de classe exceptionnelle inscrits sur un tableau d'avancement ayant au moins quatre ans d'ancienneté au 5<sup>e</sup> échelon de leur grade ou ayant occupé pendant au moins deux ans, au cours des cinq années précédant l'établissement du tableau d'avancement, un emploi mentionné au 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article L.6143-7-2 du code de la santé publique ».

L'éligibilité à cet échelon spécial du GRAF est donc subordonnée à une condition d'ancienneté de 4 ans au 5<sup>e</sup> échelon du grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle, calculée au 31 décembre 2020 ou à l'occupation, pendant deux années, au cours de la période de référence (5 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2019), d'un emploi à la décision du Gouvernement (DG de CHU, CHR).

#### *3.2. La détermination du nombre de promotions à l'échelon spécial du grade de la classe exceptionnelle*

L'article 2 de l'arrêté du 30 décembre 2014 modifié fixe le contingent de directeur d'hôpital de classe exceptionnelle éligible à l'échelon spécial à 15 % de ce grade.

Le nombre des promotions possibles est basé sur les effectifs du grade au 31 décembre 2019. Il sera donc communiqué à la fin du mois de janvier 2020.

### **4. Documents à fournir**

Afin de préparer la commission administrative paritaire nationale, qui se tiendra au cours du deuxième trimestre 2020, en vue d'examiner les tableaux d'avancement :

- au grade de directeur d'hôpital de classe exceptionnelle;
- à l'échelon spécial du grade de directeur de classe exceptionnelle.

Je vous serais obligée de bien vouloir me faire parvenir l'ensemble des documents dûment complétés et signés, listés ci-dessous, avant le :

vendredi 15 novembre 2019

#### *Pour l'accès au grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle*

La mise en œuvre de la voie d'accès au grade de directeur de classe exceptionnelle (3<sup>e</sup> vivier) demande un examen approfondi du parcours professionnel de l'agent. C'est la raison pour laquelle, j'appelle votre attention sur la nécessité de remplir les documents ci-dessous de manière complète et précise et d'apporter tous les justificatifs nécessaires à l'étude des dossiers.

Les fiches individuelles de proposition à remplir par l'évaluateur (annexe 2) :

- la fiche individuelle de proposition comprend une rubrique « appréciation motivée de l'évaluateur », sur la manière de servir du directeur d'hôpital éligible;

- l'appréciation littérale doit être développée et argumentée. Elle doit mettre en avant la valeur et les qualités professionnelles de l'intéressé, les points forts observés dans sa manière de servir. Elle doit également tenir compte de la progression dans les responsabilités de haut niveau qui lui auront été confiées tout au long de sa carrière.

Les fiches individuelles de parcours professionnel (annexe 1) dûment complétées, signées par les intéressés et accompagnées obligatoirement des pièces justificatives nécessaires à l'examen de l'éligibilité :

- la fiche de parcours professionnel doit être renseignée par les intéressés, avec précision. La description très complète des emplois et fonctions exercées est essentielle, à la fois pour mettre en évidence les hautes responsabilités exercées, mais également pour permettre aux membres de la CAPN d'effectuer leur analyse ;
- cette fiche de parcours professionnel doit également être accompagnée de toutes les pièces justificatives devant permettre de fournir aux membres de la CAPN les éléments les plus objectifs et les plus précis possibles sur le parcours du directeur d'hôpital.

L'évaluation 2019 du ou des intéressés.

*Pour l'accès à l'échelon spécial du grade de directeur d'hôpital de la classe exceptionnelle*

- les fiches individuelles de propositions (annexe 3).

Vous trouverez également, en annexe 5 une notice explicative vous permettant de remplir la fiche de parcours professionnel et listant l'ensemble des documents à communiquer impérativement.

\*  
\* \*

J'insiste sur le caractère obligatoire de la motivation, par l'évaluateur, de la proposition ou de la non-proposition des directeurs et directrices éligibles à l'un ou l'autre des tableaux d'avancement. Cette motivation permet, d'une part, d'assurer une parfaite information des membres de la commission administrative paritaire nationale, et d'autre part, aux intéressés d'utiliser, le cas échéant, les voies de recours.

J'appelle enfin votre attention sur la nécessité de remplir les documents préparatoires à chacun des tableaux d'avancement pour les personnels de direction susceptibles d'être concernés à la fois par l'échelon spécial de la hors classe et par l'avancement au grade d'accès fonctionnel.

L'ensemble des documents susmentionnés sont à adresser exclusivement par la voie postale à l'adresse suivante :

Centre national de gestion  
Département de gestion des directeurs  
Bureau de gestion des directeurs d'hôpital  
et des directeurs des soins  
21B, rue Leblanc, 75015 Paris

*Rappel de la date de retour des documents demandés: vendredi 15 novembre 2019.*

Je vous précise que les dossiers incomplets ou transmis hors délais ne seront pas pris en compte.

Cette instruction est applicable aux territoires ultramarins des ARS.

Vous voudrez bien m'informer des difficultés rencontrées à l'occasion de la mise en œuvre de la présente instruction, par courriel: [cng-bureau.dh@sante.gouv.fr](mailto:cng-bureau.dh@sante.gouv.fr).

Vous trouverez par ailleurs, sur le site du CNG l'ensemble des documents à l'adresse suivante: <http://www.cng.sante.fr>.

L'équipe en charge de la gestion des directeurs reste à votre disposition pour toute information complémentaire et vous invite à consulter la foire aux questions sur le site internet du CNG.

*La secrétaire générale des ministères  
chargés des affaires sociales,*  
S. FOURCADE

*La directrice générale  
du Centre national de gestion,*  
D. TOUPIILLIER

ANNEXE 1

CORPS DES DIRECTEURS D'HÔPITAL  
FICHE DE PARCOURS PROFESSIONNEL  
POUR L'ACCÈS AU GRADE DE DIRECTEURS D'HÔPITAL DE LA CLASSE EXCEPTIONNELLE  
OCCUPATION D'EMPLOIS OU EXERCICE DE FONCTIONS COMPORTANT  
UN NIVEAU ÉLEVÉ DE RESPONSABILITÉ

FICHE À REMPLIR PAR LE DIRECTEUR ÉVALUÉ



Pour chacun des emplois et/ou des fonctions mentionnées ci-dessous, vous indiquerez, le cas échéant, si vous les avez occupé(e)s en décrivant précisément le contenu. Vous mentionnerez la durée correspondante précise.

**ATTENTION :** c'est à vous de justifier de l'expérience décrite ci-dessous: vous transmettez à cet effet toutes les pièces justificatives nécessaires (organigramme, délégation de signature, PV d'installation, etc.).

*Cf.* notice explicative et documents à fournir en annexe 5.

Cette fiche ainsi que toutes les pièces qui vous sont demandées doivent être transmises par l'évaluateur au CNG.

Madame       Monsieur      (cocher la case correspondante)

Nom d'usage :

Nom de famille :

Prénom :

Date de naissance :

Intitulé des fonctions occupées (selon l'organigramme):  
(en toutes lettres)

Fonctions occupées depuis le :

Établissement d'affectation :

Votre adresse de messagerie électronique :

Date d'ancienneté dans le grade de directeur d'hôpital hors classe:	
Échelon actuel dans le grade de directeur d'hôpital hors classe:	
Date de nomination dans cet échelon:	

DÉTACHEMENT dans un emploi figurant au I (vivier statutaire) de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié	INTITULÉ DE L'EMPLOI	PÉRIODE du                      au	
1° Emplois mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 6143-7-2 du code de la santé publique (emplois de directeur général de centre hospitalier régional).			
2° Emploi de directeur d'agence régionale de l'hospitalisation ou de directeur général d'agence régionale de santé.			
3° Emploi de directeur pourvu dans le cadre de l'article 9-2 de la loi du 9 janvier 1986 modifiée, des établissements mentionnés à l'article 1 <sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 (emplois de directeur pourvus dans le cadre d'un détachement sur contrat de droit public).			
4° Emplois fonctionnels dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B et relevant des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 modifiée, des administrations et des établissements publics administratifs de l'État et des collectivités territoriales ainsi que des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'État et du secrétaire général de la Cour des comptes.			
5° Emplois supérieurs au sein du secteur public de niveau comparable dont la liste est fixée par l'arrêté au 2° du I de l'article 11 <i>bis</i> du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils, à l'exclusion des emplois exercés dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 (article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté du 7 mai 2013). N° NOR: RDFS13120050A			

POSITIONS DE DÉTACHEMENT ou d'activité dans les fonctions ou catégories de fonctions figurant au II de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié (emplois occupés et/ou fonctions exercées, listés par arrêté)	DESCRIPTION TRÈS PRÉCISE DES FONCTIONS	PÉRIODE du                      au	
1° Fonctions de directeur d'un établissement mentionné en annexe de l'arrêté du 31 mars 2015 portant application de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005, occupées antérieurement à l'entrée en vigueur du décret du 24 avril 2012.			
2° Fonctions de directeur d'un ou de plusieurs établissements publics de santé, sociaux ou médico-sociaux, dont au moins un établissement mentionné aux 1° et 7° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 modifiée, dont le budget, le cas échéant consolidé, à la date de début des fonctions est égal ou supérieur à cinquante millions d'euros.			
3° Fonctions d'adjoint à un directeur relevant du groupe II mentionné à l'article 1 <sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 modifié.			

POSITIONS DE DÉTACHEMENT ou d'activité dans les fonctions ou catégories de fonctions figurant au II de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié (emplois occupés et/ou fonctions exercées, listés par arrêté)	DESCRIPTION TRÈS PRÉCISE DES FONCTIONS	PÉRIODE du                      au	
<p>4° Fonctions de directeur adjoint responsable en premier, dans les groupes hospitaliers de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris relevant du groupe I mentionné à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 susvisé, d'une ou plusieurs directions fonctionnelles, correspondant à un ou plusieurs des domaines fonctionnels suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Finances, contrôle de gestion;</li> <li>2. Ressources humaines;</li> <li>3. Affaires médicales, recherche, stratégie.</li> </ol>			
<p>5° Fonctions de directeur de groupement, de pôle d'établissements, de site ou d'établissement :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des hospices civils de Lyon;</li> <li>2. De l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille.</li> </ol>			
<p>6° Fonctions de directeur adjoint responsable en premier, des hospices civils de Lyon et de l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille, d'une ou plusieurs directions fonctionnelles, correspondant à un ou plusieurs des domaines fonctionnels suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Finances, contrôle de gestion;</li> <li>2. Ressources humaines;</li> <li>3. Affaires médicales, recherche, stratégie;</li> <li>4. Affaires économiques, logistique;</li> <li>5. Travaux, investissements, patrimoine;</li> <li>6. Systèmes d'information;</li> <li>7. Affaires générales;</li> <li>8. Qualité, gestion des risques, relations avec les usagers.</li> </ol>			
<p>7° Fonctions de directeur adjoint responsable en premier, de centre hospitalier régional relevant du groupe II mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 susvisé, correspondant à un ou plusieurs des domaines fonctionnels suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Finances, contrôle de gestion;</li> <li>2. Ressources humaines;</li> <li>3. Affaires médicales, recherche, stratégie;</li> <li>4. Affaires économiques, logistiques;</li> <li>5. Travaux, investissements, patrimoine;</li> <li>6. Systèmes d'information;</li> <li>7. Affaires générales;</li> <li>8. Qualité, gestion des risques, relations avec les usagers.</li> </ol>			
<p>8° Fonctions de directeur sectoriel au sein de l'Agence de la biomédecine, de l'Institut de veille sanitaire et/ou de la Haute autorité de santé.</p>			
<p>9° Fonctions génériques prises en compte au titre de l'article 2 de l'arrêté du 7 mai 2013 portant application de l'article 11 <i>bis</i> du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié, portant statut particulier du corps des administrateurs civils (1).</p>			



ÉLÉMENTS DU PARCOURS attestant d'une valeur professionnelle exceptionnelle conformément au paragraphe 2.2 de l'instruction n° CNG/DGD/UHD/DS/2018/200 du 27 juillet 2018 du Centre national de gestion.	DESCRIPTION TRÈS PRÉCISE DES EMPLOIS ou fonctions	PÉRIODE du au	
	Vous présenterez ici les éléments exceptionnels et/ou spécifiques de votre carrière, et plus particulièrement au niveau : – stratégique et/ou de responsabilité des fonctions ; – des fonctions managériales ; – des compétences en matière d'expertise et/ou de négociation.		

(1) Les arrêtés fixant les listes des emplois et fonction éligibles spécifiques aux différents ministères :

Ministères sociaux	Arrêté du 16 mai 2014
Premier ministre – Services du Premier ministre – Cour des comptes – Défenseur des droits et Conseil supérieur de l'audiovisuel	Arrêté du 30 mai 2013 (modifié) Arrêté du 30 mai 2013 Arrêté du 30 mai 2013
Ministère de la culture	Arrêté du 30 mai 2013
Ministère des armées	Arrêté du 30 mai 2013
Ministère de la transition écologique et solidaire	Arrêté du 30 mai 2013
Ministère de l'intérieur	Arrêté du 30 mai 2013
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	Arrêté du 30 mai 2013
Ministères économique et des finances	Arrêté du 30 mai 2013
Ministère de la justice et Conseil d'État	Arrêté du 30 mai 2013 (modifié)
Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Arrêté du 30 mai 2013

Date et signature de l'intéressé(e)

précédée de la mention manuscrite :

« Je, soussigné(e)... certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements figurant sur le présent document »

ANNEXE 2

**CORPS DES DIRECTEURS D'HÔPITAL  
FICHE DE PROPOSITION POUR L'ACCÈS AU GRADE  
DE DIRECTEUR D'HÔPITAL DE CLASSE EXCEPTIONNELLE 2020**

**1. IDENTIFICATION DE L'AGENT**

Madame       Monsieur      (cocher la case correspondante)

Nom d'usage :

Nom de famille :

Prénom :

Date de naissance :

Intitulé des fonctions occupées (selon l'organigramme):  
(*en toutes lettres*)

Établissement d'affectation :

Votre adresse de messagerie électronique :

Date d'ancienneté dans le grade de directeur d'hôpital hors classe:	
Échelon actuel dans le grade de directeur d'hôpital hors classe:	
Date de nomination dans cet échelon:	

**2. NIVEAU DE RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOI OU DE LA FONCTION OCCUPÉE ACTUELLEMENT**

2.1 Dénomination et positionnement de l'emploi ou de la fonction dans l'organigramme	
2.2 Caractéristiques de l'emploi ou de la fonction occupée actuellement (management, effectifs encadrés, mise en œuvre d'une politique, etc.)	

APPRÉCIATION MOTIVÉE DE L'ÉVALUATEUR<sup>(1)</sup>

*<sup>(1)</sup> L'appréciation motivée doit être complétée que l'intéressé soit proposé ou non.*

Appréciations motivées de la proposition ou non proposition:

PROPOSÉ

NON PROPOSÉ

<p>Nom-Prénom de l'évaluateur:</p> <p>Qualité:</p> <p>Date et signature:</p>	<p>Date et signature de l'évalué:</p>
--	---------------------------------------

ANNEXE 3

CORPS DES DIRECTEURS D'HÔPITAL  
FICHE DE PROPOSITION POUR L'ACCÈS À L'ÉCHELON SPÉCIAL  
DU GRADE DE DIRECTEUR D'HÔPITAL DE CLASSE EXCEPTIONNELLE 2020

Madame       Monsieur      (cocher la case correspondante)

Nom d'usage :

Nom de famille :

Prénom :

Date de naissance :

Intitulé des fonctions occupées (selon l'organigramme):  
(en toutes lettres)

Établissement d'affectation :

Date d'ancienneté dans le grade de directeur d'hôpital de classe exceptionnelle:	
Échelon actuel dans le grade de directeur d'hôpital de classe exceptionnelle:	
Date de nomination dans cet échelon:	

Appréciations motivées de la proposition ou non proposition :

PROPOSÉ

NON PROPOSÉ

Nom-Prénom de l'évaluateur :	Date et signature de l'évalué(e) :
Qualité :	
Date et signature :	

ANNEXE 4

CORPS DES DIRECTEURS D'HÔPITAL  
GRILLE INDICIAIRE

CLASSE NORMALE				
CL	ÉCHELON	DURÉE mois	INDICE brut*	INDICE MAJORÉ
N	Échelon provisoire		1002	811
N	9 <sup>e</sup> échelon		977	792
N	8 <sup>e</sup> échelon	24	912	743
N	7 <sup>e</sup> échelon	24	862	705
N	6 <sup>e</sup> échelon	24	813	667
N	5 <sup>e</sup> échelon	18	762	628
N	4 <sup>e</sup> échelon	12	713	591
N	3 <sup>e</sup> échelon	12	665	555
N	2 <sup>e</sup> échelon	12	600	505
N	1 <sup>er</sup> échelon	6	542	461
	Élève directeur		419	372
HORS CLASSE				
CL	ÉCHELON	DURÉE mois	INDICE brut*	INDICE MAJORÉ
H	8 <sup>e</sup> échelon hors échelle bbis 3 <sup>e</sup> chevron			1124
H	8 <sup>e</sup> échelon hors échelle bbis 2 <sup>e</sup> chevron	12		1095
H	8 <sup>e</sup> échelon hors échelle bbis 1 <sup>er</sup> chevron	12		1067
H	7 <sup>e</sup> échelon hors échelle B – 3 <sup>e</sup> chevron	24		1067
H	7 <sup>e</sup> échelon hors échelle B – 2 <sup>e</sup> chevron	12		1013
H	<b>7<sup>e</sup> échelon hors échelle B – 1<sup>er</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>972</b>
H	<b>6<sup>e</sup> échelon hors échelle A – 3<sup>e</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>972</b>
H	6 <sup>e</sup> échelon hors échelle A – 2 <sup>e</sup> chevron	12		925
H	6 <sup>e</sup> échelon hors échelle A – 1 <sup>er</sup> chevron	12	12	890
H	5 <sup>e</sup> échelon	36	1027	830
H	4 <sup>e</sup> échelon	36	977	792
H	3 <sup>e</sup> échelon	24	912	743
H	2 <sup>e</sup> échelon	24	862	705
H	1 <sup>er</sup> échelon	24	813	667

\* Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 : « tableau des traitements et soldes bruts des établissements publics d'hospitalisation ».

CLASSE EXCEPTIONNELLE				
CL	ÉCHELON	DURÉE mois	INDICE brut*	INDICE MAJORÉ
Exceptionnelle	Échelon spécial hors échelle D – 3 <sup>e</sup> chevron			1279
Exceptionnelle	Échelon spécial hors échelle D – 2 <sup>e</sup> chevron	12		1226
Exceptionnelle	<b>Échelon spécial hors échelle D – 1<sup>er</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>1173</b>
Exceptionnelle	<b>5<sup>e</sup> échelon hors échelle C – 3<sup>e</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>1173</b>
Exceptionnelle	5 <sup>e</sup> échelon C – 2 <sup>e</sup> chevron	12		1148
Exceptionnelle	<b>5<sup>e</sup> échelon hors échelle C – 1<sup>er</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>1124</b>
Exceptionnelle	<b>4<sup>e</sup> échelon hors échelle bbis – 3<sup>e</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>1124</b>
Exceptionnelle	4 <sup>e</sup> échelon hors échelle bbis – 2 <sup>e</sup> chevron	12		1095
Exceptionnelle	4 <sup>e</sup> échelon hors échelle bbis – 1 <sup>er</sup> chevron	12		1067
Exceptionnelle	3 <sup>e</sup> échelon hors échelle B – 3 <sup>e</sup> chevron	12		1067
Exceptionnelle	3 <sup>e</sup> échelon hors échelle B – 2 <sup>e</sup> chevron	12		1013
Exceptionnelle	<b>3<sup>e</sup> échelon hors échelle B – 1<sup>er</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>972</b>
Exceptionnelle	<b>2<sup>e</sup> échelon hors échelle A – 3<sup>e</sup> chevron</b>	<b>12</b>		<b>972</b>
Exceptionnelle	2 <sup>e</sup> échelon hors échelle A – 2 <sup>e</sup> chevron	12		925
Exceptionnelle	2 <sup>e</sup> échelon hors échelle A – 1 <sup>er</sup> chevron	12		890
Exceptionnelle	1 <sup>er</sup> échelon	36	1027	830

\* Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 : « tableau des traitements et soldes bruts des établissements publics d'hospitalisation ».

ANNEXE 5

NOTICE EXPLICATIVE  
FICHE PARCOURS ET DOCUMENTS À FOURNIR

**Rappel:**

Il est rappelé que les emplois et fonctions éligibles au titre des trois viviers ne sont comptabilisés que lorsque l'agent détient la qualité de directeur d'hôpital hors classe.

Les périodes d'intérim ne sont pas prises en compte.

Les pièces justificatives demandées doivent être complétées le cas échéant de tout acte mentionnant la fin des fonctions considérées.

VIVIER I : IL FAUT AVOIR OCCUPÉ DES FONCTIONS PENDANT 6 ANS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT du tableau d'avancement, soit au 31/12/2019		
Détachement dans un emploi figurant au I (vivier statutaire) de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié	Description	Pièces justificatives
1° Emplois mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 6143-7-2 du code de la santé publique (emplois de directeur général de centre hospitalier régional).	Cela concerne aussi bien les DG de l'AP-HP, de l'AP-HM et des HCL que les DG de CHU/CHR.	Décret ou arrêté de nomination.
2° Emploi de directeur d'agence régionale de l'hospitalisation ou de directeur général d'agence régionale de santé.	Cela concerne uniquement les directeurs généraux d'ARH et d'ARS.	Décret de nomination.
3° Emploi de directeur, pourvus dans le cadre de l'article 9-2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, des établissements mentionnés à l'article 1 <sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 (emplois de directeur, pourvus dans le cadre d'un détachement sur contrat de droit public).	Cela concerne uniquement les directeurs détachés sur un contrat de droit public.	Copie du contrat.
4° Emplois fonctionnels dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B et relevant des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 modifiée, des administrations et des établissements publics administratifs de l'État et des collectivités territoriales ainsi que des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'État et du secrétaire général de la Cour des comptes.	Cela concerne les emplois faisant l'objet d'un statut ou d'un décret portant statut d'emploi, publié au <i>Journal officiel</i> .	Document attestant de la qualification d'emploi fonctionnel doté d'un indice terminal correspondant au moins à la hors échelle B.
5° Emplois supérieurs au sein du secteur public de niveau comparable dont la liste est fixée par l'arrêté mentionné au 2° du I de l'article 11 <i>bis</i> du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils, à l'exclusion des emplois exercés dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 (article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté du 7 mai 2013). N° NOR: Rdff13120050A	Il convient de se référer à l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté du 7 mai 2013, statut des administrateurs civils.	Document attestant de l'emploi supérieur (publié au <i>JO</i> ).

VIVIER II : IL FAUT AVOIR OCCUPÉ DES FONCTIONS PENDANT 8 ANS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT du tableau d'avancement, soit au 31/12/2019		
Positions de détachement ou d'activité dans les fonctions ou catégories de fonctions figurant au II de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié (emplois occupés et/ou fonctions tenues listés par arrêté)	Description	Pièces justificatives
1° Fonctions de directeur d'un établissement mentionné en annexe de l'arrêté du 31 mars 2015 portant application de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005, occupées antérieurement à l'entrée en vigueur du décret du 24 avril 2012.	Il s'agit des établissements visés à l'arrêté du 31 mars 2015, portant application de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié et de son annexe.	Arrêté de nomination.
	Attention : si l'établissement visé est en direction commune, il convient de retenir sa date de création. Dans ce cas, l'expérience ne pourra être prise en compte qu'à partir de cette date.	Arrêté de nomination sur la direction commune.
2° Fonctions de directeur d'un ou de plusieurs établissements publics de santé, sociaux ou médico-sociaux, dont au moins un établissement mentionné aux 1° et 7° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 modifiée, dont le budget, le cas échéant consolidé, à la date de début des fonctions est égal ou supérieur à cinquante millions d'euros.	Il convient de retenir les seules fonctions de chef dans les établissements dont le budget était, à la date de prise de fonction, égal ou supérieur à 50 millions d'euros.	Vous trouverez sur le site du CNG un document précisant la méthode de calcul des budgets ainsi qu'un modèle type de présentation du budget. Il convient d'adresser un tableau récapitulatif reprenant les éléments du compte financier faisant apparaître : – le compte de résultat principal et les comptes de résultats annexes, – moins les remboursements de frais par les comptes de résultats annexes, les produits des cessions d'éléments d'actif, la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice et les reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, accompagné du compte financier de l'année de prise de fonction sur lequel doivent être surlignées les différentes lignes figurant sur le tableau récapitulatif.
3° Fonctions d'adjoint à un directeur relevant du groupe II mentionné à l'article 1 <sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 modifié.	Attention : il ne faut pas confondre directeur adjoint et adjoint au chef d'établissement. Par ailleurs, il faut avoir occupé cette fonction dans un établissement du groupe II. Dans ce cas, l'expérience ne pourra être prise en compte qu'à partir de la date d'entrée de l'établissement dans le groupe II, soit au plus tôt le 27 avril 2012.	Organigramme à la date de prise de fonction et délégation de signature pour le remplacement systématique du directeur ; ou tout document démontrant que l'adjoint(e) seconde le directeur.
4° Fonctions de directeur adjoint responsable en premier, dans les groupes hospitaliers de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris relevant du groupe I mentionné à l'article 1 <sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 susvisé, d'une ou plusieurs directions fonctionnelles, correspondant à un ou plusieurs des domaines fonctionnels suivants : 1. Finances, contrôle de gestion ; 2. Ressources humaines ; 3. Affaires médicales, recherche, stratégie.	Il s'agit des directeurs adjoints de l'AP-HP, qui ont occupé des fonctions dans les domaines listés ci-contre mais seulement au premier niveau de responsabilité.	Organigramme à la date de prise de fonction ou tout document attestant le niveau de responsabilité.
5° Fonctions de directeur de groupement, de pôle d'établissements, de site ou d'établissement : 1. Des hospices civils de Lyon ; 2. De l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille.	Il s'agit des directeurs d'hôpital de l'AP-HM ou HCL, qui ont occupé des fonctions dans les domaines listés ci-contre.	Organigramme à la date de prise de fonction ou tout document attestant le niveau de responsabilité.



VIVIER II : IL FAUT AVOIR OCCUPÉ DES FONCTIONS PENDANT 8 ANS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT du tableau d'avancement, soit au 31/12/2019		
Positions de détachement ou d'activité dans les fonctions ou catégories de fonctions figurant au II de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié (emplois occupés et/ou fonctions tenues listés par arrêté)	Description	Pièces justificatives
6° Fonctions de directeur adjoint responsable en premier, des hospices civils de Lyon et de l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille, d'une ou plusieurs directions fonctionnelles, correspondant à un ou plusieurs des domaines fonctionnels suivants : 1. Finances, contrôle de gestion ; 2. Ressources humaines ; 3. Affaires médicales, recherche, stratégie ; 4. Affaires économiques, logistique 5. Travaux, investissements, patrimoine ; 6. Systèmes d'information ; 7. Affaires générales ; 8. Qualité, gestion des risques, relations avec les usagers.	Il s'agit des directeurs adjoints de l'AP-HM ou HCL, qui ont occupé des fonctions dans les domaines listés ci-contre mais seulement au premier niveau de responsabilité.	Organigramme à la date de prise de fonction ou tout document attestant le niveau de responsabilité.
7° Fonctions de directeur adjoint responsable en premier, de centre hospitalier régional relevant du groupe II mentionnés à l'article 1 <sup>er</sup> du décret n° 2005-922 du 2 août 2005 susvisé, correspondant à un ou plusieurs des domaines fonctionnels suivants : 1. Finances, contrôle de gestion ; 2. Ressources humaines ; 3. Affaires médicales, recherche, stratégie ; 4. Affaires économiques, logistiques ; 5. Travaux, investissements, patrimoine ; 6. Systèmes d'information ; 7. Affaires générales ; 8. Qualité, gestion des risques, relations avec les usagers.	Il s'agit des directeurs adjoints de CHRU, qui ont occupé des fonctions dans les domaines listés ci-contre mais seulement au premier niveau de responsabilité. Par ailleurs, il faut avoir occupé cette fonction dans un des CHRU suivants : Lille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier, Nantes, Nancy, La Réunion, Tours, Grenoble, Rouen et Clermont-Ferrand.	Organigramme à la date de prise de fonction ou tout document attestant le niveau de responsabilité.
8° Fonctions de directeur sectoriel au sein de l'agence de la biomédecine, de l'Institut de veille sanitaire et/ou de la Haute Autorité de santé.		Tout document justificatif attestant de la qualité des fonctions et de la nomination sur celles-ci.

VIVIER II : IL FAUT AVOIR OCCUPÉ DES FONCTIONS PENDANT 8 ANS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT du tableau d'avancement, soit au 31/12/2019		
Positions de détachement ou d'activité dans les fonctions ou catégories de fonctions figurant au II de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié (emplois occupés et/ou fonctions tenues listés par arrêté)	Description	Pièces justificatives
9° Fonctions génériques prises en compte au titre de l'article 2 de l'arrêté du 7 mai 2013 portant application de l'article 11 <i>bis</i> du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils.	<p>Il convient de se référer à l'article 2 de l'arrêté du 7 mai 2013, statut des administrateurs civils</p> <p>Et aux arrêtés suivants :</p> <p>Arrêté du 16 mai 2014, fonctions particulières aux ministères chargés des affaires sociales, du travail, de la jeunesse et des sports ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières aux ministères économique et financier ;</p> <p>Arrêté du 15 mai 2014, fonctions particulières au ministère de la justice et au Conseil d'État (modifié) ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières au ministère de l'intérieur ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières au ministère de l'égalité des territoires et du logement et au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières au ministère de la défense ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières au ministère de la culture et de la communication ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières aux services du Défenseur des droits et du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières aux services du Premier ministre (modifié) ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières à la Cour des comptes ;</p> <p>Arrêté du 30 mai 2013, fonctions particulières au ministère de l'éducation nationale et au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.</p>	Tout document justificatif attestant de la nomination.

VIVIER III : LES AGENTS DOIVENT AVOIR ATTEINT LE DERNIER ÉCHELON DE LEUR GRADE		
Occupation de fonctions d'une valeur professionnelle exceptionnelle figurant au III de l'article 21 <i>bis</i> du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié ( <i>cf.</i> pages 4 et 5 de l'instruction du 27 juillet 2018)	Description très précise des emplois ou fonctions	Pièces justificatives
	<p>Vous présenterez ici les éléments exceptionnels et/ou spécifiques de votre carrière, et plus particulièrement au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stratégique et/ou de responsabilité des fonctions ;</li> <li>- des fonctions managériales ;</li> <li>- des compétences en matière d'expertise et/ou de négociation.</li> </ul>	